

le libertaire

Fondateurs : Louise MICHEL et Sébastien FAURE

ORGANE BI-MENSUEL DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration : 145, Quai de Valmy, PARIS 10^e — C.C.Postal : Louis HAAS, n° 3585-80, 145, Quai de Valmy, Paris (10^e)

LES VISÉES DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

LE REDOUTABLE SECRET DE LA BOMBE ATOMIQUE

Washington vient d'être le théâtre d'une conférence qui démontre très nettement que le malaise mondial s'intensifie sérieusement. Si le secret de l'emploi de l'énergie atomique est entre les mains des U.S.A., de la Grande-Bretagne et du Canada, seuls les Etats-Unis sont en état de fabriquer les bombes atomiques dont on connaît le pouvoir destructif et le résultat obtenu contre le Japon.

On conçoit aisément que Truman ait pris la position de conserver le secret de fabrication, tandis que la thèse travailliste se rapprochait de celle de l'U.R.S.S. : divulgation du secret à une commission internationale sous le contrôle des Nations Unies ; cette position nécessitait l'obtention de l'unanimité des nations intéressées. Le 7 novembre 1945, Churchill préconise, avant l'ouverture de la conférence, que la Grande-Bretagne ne doive faire aucune pression sur les U.S.A. pour la divulgation, attendu que si l'U.R.S.S. détenait le secret à la place des Etats-Unis, il est peu probable qu'elle en ferait la divulgation ; que, d'autre part, les expériences en cours sont en avance de quatre ans sur ce qui a été fait dans ce domaine et qu'avec le temps cette avance

Contre qui ? Pour qui ?

des Anglo-Saxons ne peut que s'accentuer. Churchill faisait donc entendre la voix du capitalisme conservateur anglais afin que l'Américain sache avant toute discussion jusqu'où pourraient aller les concessions. Attlee rectifia le tir : le secret serait confié au Conseil des Nations, mais les Nations Unies intéressées signeraient des accords permettant de faire connaître le résultat des découvertes dans ce domaine.

Si les Américains pouvaient craindre un chantage à la divulgation par les Britanniques, en échange ils pressionnaient la concession d'un accord financier demandé par Keynes et Halifax de six milliards de dollars ; l'Angleterre, étant dans une situation financière extrêmement difficile, devait nécessairement tenir compte de cet atout important dans le jeu américain. La contre-offensive américaine a amené les travailleurs anglais à composition, puisque ces derniers se contentent d'un prêt de trois milliards cinq

cent millions de dollars, et se rangent à l'avis de Truman, Churchill, Bevin. En effet, le communiqué officiel du 17 novembre confirme que le secret reste maintenu. Les arguments valent la peine d'être retenus : l'utilisation industrielle pouvant toujours être rapidement transformée en moyen d'agression. Toutefois, on feint de laisser la porte ouverte, puisqu'on ajoute que toute nation qui s'engagerait à une réciprocité complète dans le résultat de ses recherches (contrôle de l'exploitation, des laboratoires, des centres d'expérience) pourrait dans l'avenir bénéficier des résultats obtenus par les premiers détenants.

Comme l'U.R.S.S. était la nation qui demandait avec le plus de force la divulgation, si dans le futur il y a des difficultés, la responsabilité lui en sera imputée par le jeu de la réciprocité, d'autant plus que la tension depuis la conférence de Londres subsiste et qu'à des points de vue différents les discours de Molotov, Kalinine, Bevin et dernièrement de Gaulle nous permettent de constater que de tous les côtés on est inquiet. La fin du communiqué fait appel à la conscience morale des nations, à la mise hors la loi du fléau belliciste.

Toutes ces phrases proférées par les chefs d'Etat, on en connaît la valeur ; en fait, le bloc occidental est créé ; la course aux influences française, espagnole, italienne, va s'affirmer ; le sort des peuples se trouve à nouveau dans les deux plateaux de la balance. Les nécessités d'une mise en ordre des industries exigent une discipline des prolétariat ; des gouvernements forts et autoritaires sont des facteurs de réussite ; le maintien de Salazar et de Franco en sont des illustrations.

A quoi vont servir ces armées puissantes et nombreuses, ces fortifications impénétrables, tous les milliards jetés à nouveau dans le gouffre, alors que tant de misères restent à soulager, que seul le peuple fait les frais de ces folies ? Contre quel ennemi héritier, pour la défense de quelle civilisation ou de quelles libertés ? Au nom de quelle démocratie va-t-on employer ces moyens démoniaques de destruction ? Le fascisme et l'hitlérisme sont détruits à jamais, la grande victoire des démocraties a abattu ces deux fléaux qui firent trembler l'Europe pendant vingt ans. Alors, contre quoi ? Et pour qui ?

La question reste posée. Pour nous, elle est résolue : pour la défense du capital. Contre la classe ouvrière, dans tous les cas.

UN APPEL INTERNATIONAL DES ANARCHISTES ESPAGNOLS

Encore une fois, nous nous adressons au monde. Une fois de plus, nous nous adressons à toutes les organisations ouvrières, à tous les partis de gauche, aux hommes de conscience libre, aux nations et aux peuples dits démocratiques, et nous dénonçons ce qui se passe actuellement en Espagne.

Depuis longtemps on craignait l'intensification d'une campagne répressive qui noierait dans le sang la manifestation de jour en jour plus vive du mécontentement et de la révolte populaire.

Franco et la Phalange ont multiplié un vaste réseau d'espionnage qui travaille dans l'ombre et réussit à localiser, à encercler les membres responsables de l'action clandestine. Et ces membres appartiennent, pour l'immense majorité, à la C.N.T. et au Mouvement libertaire.

Dès que la réaction fasciste a cru que le moment opportun était venu pour les révolutionnaires de passer à l'action, la persécution s'est déchainée comme jusqu'alors elle ne l'avait jamais fait.

Le Comité National de la C.N.T. d'Espagne et la majorité des comités régionaux ont été arrêtés ainsi que plusieurs délégués du Comité National du M.L.E. C.N.T. en France qui se trouvaient en Espagne, signalés par les agents de la 2^e bis. Le Comité de l'Alliance Nationale des forces démocratiques a été également arrêté à Valence.

C'est par centaines que l'on compte les arrestations à Barcelone, à Madrid, à Valence, à Saragosse.

Si rien ne vient mettre un terme à cette répression, au procès de Cadix, qui s'est terminé par une condamnation à mort collective, s'ajoutera une série de procès sommaires qui aboutiront tous aux mêmes exécutions.

Ceci se produit en Europe à la fin d'une guerre contre le fascisme, à la fin d'une guerre faite soi-disant par les peuples contre TOUTES LES DICTATURES ; au moment même où à Nuremberg et à Paris on juge publiquement les CRIMINELS DE GUERRE ; au moment où Laval, ni plus ni moins criminel de guerre que Franco, ou Quisling, criminel de guerre à l'égal de Franco, tombent devant le peloton d'exécution.

Jusqu'à quand existera-t-il, dans cette Europe LIBÉRÉE DU FASCISME, un pays où les bases mêmes de toute civilisation et de toute démocratie sont balafonnées et piétinées ?

Il est urgent d'agir ! Toutes les forces libres du monde, toutes les organisations ouvrières internationales, tous les organes de solidarité doivent se dresser à l'instant même. Déjà une intervention de la Croix-Rouge américaine a fait suspendre l'envoi de prisonniers allemands en France, où les traitements qui étaient infligés à ces prisonniers étaient jugés inhumains.

Les victimes du fascisme espagnol, ces

(Suite page 4)

La Constituante à l'œuvre

La féodalité seigneuriale avait ses tares, ses vices. La tempête de 1789 en sonna le glas, et ce fut justice. Jusqu'en 1875, tous les régimes politiques qui lui succéderont conureront, après leur virginité des premiers jours, une égale décomposition et la même fin sans gloire.

La III^e République, dont nous pouvons mieux mesurer le degré d'incapacité parce que nous l'avons connue, nous avait habitués au spectacle d'une incompétence et d'une corruption gangrenant, dans leurs moindres rouages, toutes les institutions. C'est dire que rien de ce qui se passe sous nos yeux ne saurait nous surprendre.

Aujourd'hui, c'est la IV^e République qui est sur le chantier. Fallait-il penser qu'à la faveur de ce vent de « renouveau » qui souffle sur le monde seraient balayées les ruines des institutions défaillantes ? Pouvait-on espérer, après le référendum, que serait assaini le boublier dans lequel pataugent ceux qui prétendent réaliser, par la seule vertu des lois et des décrets, le bonheur de la nation tout entière ? Absolument pas.

Cependant, il était courant qu'avec un peu d'optimisme l'électeur moyen et de bonne foi, s'en référant aux promesses faites par les candidats, et tenant compte de sa situation éminemment « révolutionnaire » (tout le monde l'a dit), pense qu'il allait y avoir, par la force des événements, quelque chose de changé dans les mœurs parlementaires et gouvernementales.

D'aucuns disaient que le Parlement qui, en 1940, prononça sa condamnation à mort, en intronisant Pétain, n'était que la branche pourrie d'un arbre qui avait été mal soigné, que les institutions ne s'écroulaient que par suite de certains vices de forme qu'il suffirait de supprimer.

C'est à l'Assemblée élue le 21 octobre qu'il revenait de nous prouver tout cela en dotant ce pays d'une nouvelle Constitution débarrassée des faiblesses de celle de 1875. Cette jeune Assemblée s'est à peine mise à l'œuvre qu'elle démontre déjà, plus que nous ne saurons le faire, sa ressemblance avec celle qui la précédait. Les dosages, les marchandages politiques sont, au Palais Bourbon, les mêmes en 1945 qu'avant 1940 ! Le mensonge y court sur toutes les lèvres ; l'hypocrisie y avilit tous les esprits et la corruption en est la loi. Le parlementarisme n'a pas changé, et la Chambre des Députés demeure, aujourd'hui comme hier, un repaire de malfaiteurs qui complotent contre la libération véritable des classes opprimées. (Nous ne croyons pas au contenu social des nationalisations.)

Dès leurs premières séances officielles,

nous avons pu voir tous les nouveaux élus reculer devant les responsabilités pour leur parti de l'exercice du pouvoir et, pour ne pas compromettre l'avenir, s'en remettre au général de Gaulle pour assumer la charge de chef du gouvernement. Cette élégante solution rappelle étrangement celle qui, en 1940, permit à un maréchal de présider aux destinées de la France. C'est ainsi que l'on édifie les dictatures...

Les membres de cette docte Assemblée, peu embarrassés de considérations d'ordre moral, dont ils n'ont que faire, ont ainsi, d'un seul coup, fait table rase de toutes les belles promesses qui précéderont leur élection. La raison profonde d'une telle attitude est que ces parasites, qui vivent du parlementarisme, ne croient plus eux-mêmes aux possibilités de réalisations de celui-ci. Les membres de la Constituante ne se font aucune illusion sur l'efficacité de leur rôle ; ils n'ignorent pas que le pouvoir politique qu'ils tentent de réglementer n'est que le domestique de la puissance économique, celle qui commande toutes les autres : le capitalisme. Ces pantins loquace savent que les changements qu'ils ont promis ne peuvent être que le fruit d'une révolution se traduisant par la destruction complète du capitalisme et de l'Etat.

Le régime de force qu'ils osent encore servir — et dont ils vivent — leur cupidité leur interdit d'en dénoncer la nocivité. C'est pourquoi tous ces douteux personnages, après s'être mis en règle (par quelques démonstrations de luttes parlementaires) avec leurs électeurs, après avoir défendu — pour la forme — le « programme » qui les a fait élire, en viennent à se mettre d'accord pour se partager les profits d'une opération politique qui peut être avantageuse pour eux. Et, tranquillement, tout ce beau monde prépare — chacun de son côté — le succès aux élections prochaines.

Tels sont les « représentants » du peuple ! Tel est le ramassis d'aventuriers qui font le Palais Bourbon — usine à discours inutiles — une étable dans laquelle on engrasse les bovins.

Nous sommes au siècle des grandes escroqueries ; mais celle-ci dépasse toutes les autres. Néanmoins, elle ne prendra fin que lorsque la population travailleuse se décidera à détrôner elle-même tous les profiteurs de sa misère, que lorsqu'elle procédera elle-même à la transformation économique en s'emparant des moyens de production. Ce ne seront plus alors des discours, des promesses, mais, bien au contraire, la seule, la vraie Révolution Sociale.



De notre Camarade R. Rocker

Opinions d'Amérique

Nous reproduisons de « Cultura Proletaria » de New-York, du 27 octobre 1945, la lettre que notre camarade R. Rocker a envoyée à une des sous-délégations de la C.N.T. dans le continent américain. Nous pensons que, par sa clarté et l'importance du problème qu'elle évoque, cette lettre n'a pas besoin de commentaires.

« ... Je pense toujours que, dans certaines circonstances, les alliances avec d'autres Mouvements sont nécessaires et utiles pour les aspirations communes et les nécessités tactiques, pour fomenter des tendances révolutionnaires ou frêner celles qui sont contre-révolutionnaires. Mais ces alliances ne doivent jamais compromettre l'indépendance de notre Mouvement et les principes fondamentaux sur lesquels il se base. Car, en ce cas, ce serait seulement une invitation au suicide et la trahison de tous les principes pour lesquels nous avons lutté tant d'années.

Je ne crois pas que notre Mouvement puisse éviter l'établissement d'un Etat républicain après la chute de la dictature

de Franco, étant donnée surtout la situation actuelle de l'Europe. Mais ceci ne veut pas dire que nous devions entrer dans le nouveau gouvernement et participer à la nouvelle politique du nouvel Etat. Si nous faisons ceci, nous devrions prendre les responsabilités de cette politique et sacrifier tout l'avenir de notre Mouvement. Nous savons que l'émancipation du peuple ne sera jamais l'œuvre de l'Etat, mais qu'elle sera due à notre propre effort. Celui qui participe au travail infructueux et routinier de l'Etat avec la confiance qu'il obtiendra ainsi la liberté et le socialisme pour le peuple se rendra vite compte, s'il est sincère, que cet es-

(Suite page 2)

Veille... d'Armes

De Gaulle se trouve dans son bureau, très fatigué d'avoir préché « oui-oui » pendant la campagne électorale et d'avoir répondu « non et non » aux demandes du parti communiste. Il s'endort, accablé, et des scènes fantastiques se déroulent dans son cerveau. Il voit en rêve la porte s'ouvrir et Bonaparte entrer dans la pièce.

Bonaparte, ironique : « Bonjour, Premier Consul, j'ai voulu voir par moi-même comment était fait mon successeur. Tu m'intéresse, car nous avons tous deux quelque chose de commun, la politique de la grandeur. Seulement là s'arrête l'analogie ; autant tu es grand, autant j'étais petit. Cependant j'ai été à Moscou, tandis que toi, c'est Moscou qui te menace. »

De Gaulle, respectueux et troublé : « Sire, sans doute avez-vous raison, mais... »

Bonaparte, autoritaire : « Ecoute-moi, te dis-je ! Déjà les cosaques occupent une position stratégique excellente à la Chambre des Députés, et leurs pointes avancées convergent vers tes ministères, et si cela continue... »

De Gaulle, légèrement agacé : « Sire, je les défends pied à pied. »

Bonaparte, jovial : « Que tu es grand, tout aussi grand que mes maréchaux. Baisse-toi donc un peu que je te pince l'oreille. Dis-moi donc un peu ce qu'on vous apprend dans vos écoles de guerre ? Comment ! voilà un Thorez qui te demande le Ministère de la Guerre ! Et tu refuses ! Pourquoi, bon Dieu ! dans un endroit aussi rempli de chasse-trap, de pièges de toutes sortes, avec un corps d'officiers qui t'obéissent à toi et qui n'obéiront jamais à lui ! Il fallait laisser s'en-gouffrer l'adversaire, tu l'encerclais bien facilement. »

De Gaulle, stupéfait : « Oui, mais il aurait fait le jeu de Moscou, la chose est certaine, et moi qui ne pense qu'au bloc occidental, je ne pouvais pas accepter cela. »

Bonaparte : « Ah ! la belle époque ! De mon temps, on ne parlait pas ainsi et, entre Anglais et Russes, je n'aurais pu choisir : tous ennemis ! Admettons quand même qu'il aurait trahi. Ce ne serait pas le premier et il n'en a pas le monopole. Dis-moi donc pourquoi Weygand est en prison ? Et Dentz et Estéva ? Dis-moi donc pourquoi Gamelin n'y est pas ? »

De Gaulle : « Malgré tout, si je le bombardais ministre de la Guerre, c'était lui donner la haute main sur les armes ; il nommait généraux quelques-uns de ses amis et j'avais à craindre la révolution. »

Bonaparte, goguenard : « As-tu déjà vu l'armée faire des révoltes ? Contre le peuple, oui ! Pour le peuple, non ! Presque tous mes maréchaux sortaient des rangs du peuple ; des fils de savetiers, presque tous en tant que soldats ou bas gradés avaient joué un rôle dans la révolution. Républicains qu'ils se proclamaient ! Avec des galons et du panache, j'en ai fait de fidèles serviteurs de l'empire. Ils avaient hurlé d'enthousiasme à la prise de la Bastille, et j'en ai fait des ducs, des princes et des tyrans. »

De Gaulle : « J'y réfléchirai ; évidemment, Thorez, ministre d'Etat, est quel chose comme le commandant en second de la nation France, mon chef d'état-major en quelque sorte. Et je n'ai pas toujours eu dans mes états-majors que des officiers sur qui je pouvais compter. Cependant, dans les mouvements d'ensemble, ils marchaient. Et, à vrai dire, ce Thorez a du goût pour le commandement, il traite tout à fait ses électeurs en soldats, puisqu'il les exhorte à gagner une bataille, celle de la production. Et j'espère, avec son concours, résoudre les problèmes urgents en militaires. Pourquoi le régime de la tondue, qui fait la force principale des armées, ne s'appliquerait-il pas aux armées électorales ? Et, en matière de ravitaillement, de revendications sociales, de salaires, etc., le gouvernement unanime, comme toujours, fera cette fière réponse : « Courts devant et ras derrière. »

De Gaulle s'étire, se réveille : « Que c'est bête, un rêve ! »

AVANT... APRES...

Le « Parisien Libéré » (qu'il dit) du 7 novembre nous apprend que pour les conserves de viande d'Argentine... il y aura du retard... à cause des bateaux. Que pour les conserves de viande française... il n'y a que trois usines qui tournent... et seulement pour l'armée (une armée forte... libre et heureuse). Que la charcuterie livrée à la consommation est du pur boeuf de quatrième qualité, attendu qu'au Ravitaillement général on ne pousse pas du tout l'élevage du porc, tout au contraire.

Finalement, le plan Pineau ne serait réalisable que d'ici six à sept mois, en étant optimiste. Ce qui, tout compte fait, représente un résultat valable vingt et un mois après la libération (hum ! hum !), autrement dit on s'est payé la tête du public, et que si Radio-Paris ment, on est placé pour constater qu'il n'en détenait pas le monopole.

Maintenant, pourquoi le « Parisien Libéré » sort-il cette nouvelle le 7 novembre ? Parce que tous ces arguments étaient tout aussi valables quinze jours avant, c'est-à-dire avant les élections, car si Christian Pineau nous a f...iché dedans, on aurait pu lui poser des questions. Maintenant, il s'en f...iche ! Il est élu !

Aux hasards du Chemin

NATIONALISATION

Le gouvernement espagnol, nous apprend le « Monde », vient de nationaliser l'exploitation de l'uranium. On prend la mansuétude de nos amis d'outre-Atlantique vis-à-vis de notre ennemi Franco.

❖ * ❖

ENCORE UN

Le général Patrick Hurley, ambassadeur des Etats-Unis en Chine, a donné sa démission. Il a fait à la presse de vives critiques contre la politique du département d'Etat.

Il a déclaré entre autres : « Les Etats-Unis devraient suivre la politique des Nations Unies et non prendre parti dans des conflits de blocs suivant des idéologies contradictoires. »

Encore un Américain qui n'a pas tout à fait assimilé ou plutôt qui a trop bien compris, et qui s'en va prudemment en se lavant les mains de ce qu'il laisse en place, et avant que les responsabilités ne soient trop lourdes si un jour...

Seulement, en partant, il pourrait tout de même ne pas nous prendre pour des enfants en essayant de nous faire avaler que les Nations Unies sont unies là-bas, dans ce coin pacifique de l'Extrême-Orient et de feindre être étonné que son pays ait penché quelque peu pour un certain bloc.

❖ * ❖

AUTO-DEFENSE

Le vieux militant S.F.I.O. Bracke vient de se faire molester par une bande de malades atteints de triclorite aigüe. Réponse du parti S.F.I.O. : un meeting de protestation.

Quand on se rappelle les T.P.P.S. et leur crise, on croit rêver. Il est vrai que, depuis, le cher Léon Blum, le général Thorez et l'Ybarnegaray, dans une séance solennelle, avaient décidé la dissolution des groupes de protection, dans l'intérêt de l'ordre public.

Toujours Prêts Pour Servir ! Où êtes-vous ?

QU'EN PENSE LA S.F.I.O. ?

Un bruit se répand dans la colonie juive : si Léon Blum n'a aucune activité officielle dans la politique actuelle, c'est que le Grand Consistoire a insisté auprès de Blum pour que l'histoire de 1936 ne se renouvelle pas et surtout que la vague antisémite ne prenne pas une action plus virulente.

Nous espérons que ce bruit est faux, d'abord parce que nous pensons que la S.F.I.O. se refuse à toute immixion de forces extérieures de tous ordres pour fixer sa politique, et ensuite parce que si c'est vrai, alors quand Léon Blum cherche à orienter la S.F.I.O. dans un certain sens, il nous faudrait supposer qu'il a l'approbation, sinon la pression, du Grand Consistoire, et dans ce cas la pause, les accords Matignon, la fermeture de la frontière espagnole en 1936, la grande dégonflade devant le Sénat en 1936 et 1937 pourraient dès lors s'expliquer.

Pour nous, qui restons contre toutes les Eglises, nous voulons croire qu'il ne s'agit là que de « bruits lancés inconsidérément ». ❖ * ❖

EUX AUSSI

De Vienne, le « Journal » nous apprend qu'à la frontière du Brenner on a saisi des pneus qui passaient clandestinement d'essence. (Il ne leur est alloué jusqu'ici que deux litres par jour).

Non content de vendre du vent, voilà que les ensoutanés vendent les chambres à air et les pneus ! On aura tout vu ! ❖ * ❖

PETITE HISTOIRE VRAIE

En gare de Rome, deux trains se croisent : dans l'un, des travailleurs s'expatriant pour gagner leur bout de pain ; dans l'autre, un chargement de marchandises destinées au « noir ».

Les travailleurs ont pris d'assaut le pain « noir » et se sont servis, après une bataille rangée. La police est intervenue et a procédé à des arrestations sans aucune distinction.

Quand on vous dit que l'histoire est vraie, croyez-nous, car elle est tellement

dans le ton, du commencement à la fin, qu'elle ne peut être que vraie.

❖ * ❖

OBJECTIVITÉ

La radio du 22 novembre nous présente le pedigree de nos ministres : pour l'honorable M. Maurice Thorez, son activité politique s'arrête net en 1932 ; après, il n'a plus rien fait.

Pour le monde, il a été condamné par le Tribunal militaire de la 2^e région en novembre 1939.

Comme on le voit, les pisse-copies ou les bonimenteurs ont un sens précis de l'information.

❖ * ❖

DE L'ESSENCE ! DE L'ESSENCE !

Les médecins parisiens ont manifesté sous les fenêtres du préfet de police pour réclamer une attribution plus importante d'essence. (Il ne leur est alloué jusqu'ici que deux litres par jour).

On a dû, en haut lieu, leur répondre par la formule invariable : « Nous examinerons le cas. »

Nous, nous examinerions surtout les voitures militaires qui promènent à longueur de journée les fainéants galonnés de notre magnifique armée française, accompagnés de poules de luxe qui font le beau remplissage de leur inutilité et de leur nullité.

❖ * ❖

ECONOMIES

Depuis un mois, les 600 membres mâles et femelles se sont surtout signalés à l'attention par des parades, des visites intéressées, des pélures d'oranges, enfin de la bonne petite saleté d'avant guerre. Pour tout dire, un mois de f...ichu et par tête de pipe, ça fait 12 millions.

On peut dire qu'on en a pour notre argent.

❖ * ❖

PENSEES « DEMOCRATIQUES »

Affaires étrangères.

Guerre.

Intérieur.

Ils savent ce qu'ils font.

Les affaires étrangères conduisent à la guerre.

La guerre attire les affaires étrangères.

Et chacuns s'occupe à l'intérieur.

Ainsi tout le monde sera servi.

Mourir pour la patrie.

Ca ne mord plus.

A bas l'armée !

Vive l'armée populaire !

Maintenant, on se fera casser la gueule. Démocratiquement. Nuance.

❖ * ❖

Opinions d'Amérique

(Suite de la 1^e page)

sai ne le conduira nulle part. Les partis socialistes de nombreux pays l'ont essayé durant de longues années et le résultat a été qu'ils n'ont pas conquis l'Etat et établi le socialisme, mais que l'Etat a conquis leur socialisme. La dégénérescence absolue du socialisme, depuis la 1^e Internationale, fut le résultat inévitable de la politique parlementaire que la grande majorité des socialistes ont suivie pendant ces derniers soixante-cinq ans.

Je peux comprendre qu'au début du Mouvement socialiste, les gens aient voulu en faire la preuve ; mais je ne puis comprendre qu'après la banqueroute complète de cette expérience, dans tous les pays, les anarchistes ignorent encore combien elle a coûté cher et commencent maintenant là où les socialistes sont tombés sans gloire. Je ne puis surtout comprendre dans un pays comme l'Espagne, étant donné sa vieille tradition anarchiste et la gloire d'un Mouvement qui a résisté à tant de persécutions sans renier jamais ses principes fondamentaux. Si nous abandonnons ce chemin, il vaut mieux renoncer à tout ce que nous avons défendu depuis Proudhon et nous affilier au parti socialiste, car ils ont plus d'expérience que nous dans le jeu politique parlementaire.

Mais je crois que nos camarades espagnols ne suivront pas ce chemin et qu'ils continueront l'œuvre de leurs grands prédecesseurs. Nous aurons tant à faire après le sanguinolent régime de Franco que nous n'avons vraiment pas besoin de gaspiller nos énergies dans les eaux fangeuses de la bourgeoisie politique. Notre place est dans les syndicats, dans les coopératives, dans le champ immense de l'éducation des masses et parmi les paysans. De cette façon, même l'Etat devra tenir compte de nos demandes, tandis qu'en formant partie de lui il ne fera pas cas de nos désirs ou aspirations.

Celui qui croit en la providence divine accepte son malheur ; celui qui croit en la providence de l'Etat fera de même. Nous, nous n'avons aucune raison pour soutenir la croyance dans la sagesse de l'Etat et renoncer à la confiance dans notre propre force. La terrible catastrophe de la guerre présente et ses horribles conséquences devraient être suffisantes, même pour un aveugle, pour voir où nous conduis la croyance dans la providence de l'Etat.

APRÈS LE MEETING DE LA MUTUALITÉ

Solidarité devant le fascisme

A l'appel de la Fédération Anarchiste, deux mille personnes se sont rassemblées dans la grande salle de la Mutualité le 22 novembre pour protester contre la condamnation à mort par Franco de vingt-deux militants de la C.N.T.-F.A.I. à Cadix.

Cette splendide manifestation de solidarité franco-espagnole était présidée par deux camarades, l'un Français, l'autre Espagnol : le premier, membre de la Commission administrative de la Fédération Anarchiste ; le second, délégué de la Commission nationale du Mouvement Libérateur espagnol en France.

Notre camarade président prend le premier la parole pour traduire l'indignation du monde civilisé et particulièrement de tous les anarchistes de langue française. Il s'étonne de voir l'apathie générale à l'égard des exécutions massives espagnoles et s'élève violemment contre la nouvelle intervention des soi-disantes démocraties occidentales dont les remontrances discursives ne sont suivies par aucun acte économique, voire diplomatique. Le représentant de la valeureuse C.N.T.-F.A.I. fait le point en langue espagnole et soulève l'enthousiasme de l'assemblée.

Le délégué français de la Commission syndicale place ensuite l'action à mener sur son véritable plan, celui du syndicalisme révolutionnaire.

« Camarades, dit-il, pendant que nos compagnons paient de leur vie leur amour de la liberté en Espagne, pendant que nos vendeurs à la criée sont arrêtés sous le prétexte de vérification d'identité, les assassins fascistes opèrent en toute tranquillité de l'autre côté des Pyrénées. Comme quoi la justice bourgeoise reconnaît bien les siens, les protège, alors que les amis du peuple sont traînés devant les pelotons d'exécution ou menacés d'emprisonnement. »

Puis, en conclusion de son bref mais magnifique exposé : « Les travailleurs doivent poser la question à leurs dirigeants, politiques ou syndicaux. Partout à l'usine, au chantier, au bureau, ils doivent réclamer sans cesse la libération des vingt-deux antifascistes arrêtés, jugés et condamnés à Cadix par le dernier tyran en titre du continent. »

Le camarade Amador Franco lui succéda à la tribune et fit le procès en un français pur, du régime franquiste : « La terreur règne en Espagne et Franco, trop certain de l'impunité, condamne à mort les plus purs défenseurs du peuple... »

« Les travailleurs espagnols ont été à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire depuis que Bakounine lança les mots d'ordre anarchistes... Ils eurent à lutter contre trois ennemis : le capitalisme, le militarisme, le cléricalisme, qui, en fait, ne sont qu'une seule et même chose, l'une découlant de l'autre... Franco

est l'homme de paille des puissances d'argent. Il est le représentant de la caste militaire. Il est le défenseur naturel du clergé issu de l'Inquisition. »

Mais voici maintenant un des martyrs espagnols, échappé par miracle des prisons ibériques après cinquante-deux mois de détention. Il accuse violemment, cite des faits : « J'accuse le général Queipo de Llano... J'accuse le général Varela... J'accuse le ministre Giron... J'accuse la Phalange... J'accuse le général Franco, tous responsables des quinze cent mille emprisonnés et tués depuis 1939, responsables de l'accueil de quarante mille spécialistes allemands dont les recherches sur la puissance atomique sont une menace pour la civilisation... »

Et ce long act



Problèmes Essentiels

Vers une Reconsidération de la Dialectique du Monde?

Dans notre époque de mutation des doctrines du socialisme marxiste vers leur adaptation à des nécessités impérieuses de l'histoire, dans ce présent si troublé en accidents, il nous semble opportun de revenir sur une mise au point, non pas tant de notre opinion sur la doctrine elle-même, — chose est déjà faite et il ne saurait être question d'y revenir sans, du même coup, remettre en cause toutes nos conceptions, — mais une mise au point de notre investigation de la méthode qui a matérialisé cette doctrine et, peut-être plus, de l'esprit qui a présidé à ce renouveau d'interprétation des valeurs historiques.

On a voulu enfermer, beaucoup trop insidieusement à notre sens, tout le matérialisme marxiste dans une résultante seule de la méthode dialectique de Hegel.

Que Marx et Engels se soient servi de cette dialectique, la question ne se pose pas, mais qu'ils en aient fait un emploi, une transformation rationnelle et qui serre de très près ce qu'elle contient en elle de possibilités sérieuses et complètes pour un véritable renouveau de la pensée, c'est ce dont il est permis de douter; d'une part, après la faille incontestable du marxisme en tant qu'interprète d'abord des données historiques générales et en tant que constructeur ensuite d'une conclusion logique (le communisme) des éléments de l'évolution; d'autre part, devant des valeurs qui nous paraissent demeurées incontestables et permanentes de cette dialectique.

Mais, avant toute chose, qu'est-ce que la dialectique hégelienne? De qui participe-t-elle? Que porte-t-elle en espoir de construction d'un monde nouveau? Est-elle, enfin, le critère où viendra se fonder inévitablement tout ce que nous pourrons ériger à la lumière d'un souci de logique et d'équilibre de toutes les données?

Autant de questions qui débordent le cadre de ces quelques lignes où nous nous bornerons seulement à tenter de savoir si un certain esprit de cette dialectique mérite d'être sauvé.

Voici, cependant, en quelques mots — trop succincts malheureusement — ce qu'il importe de connaître de la trouvaille de Hegel, afin de mieux mesurer les conséquences actuelles d'une, parmi ses multiples activités et ce qu'il est possible, à son sujet, d'envisager malgré tout dans l'avenir.

Les courants philosophiques qui ont précédé Hegel ont, pour la plupart, tenté d'expliquer un monde immobile, définitif; Hegel, lui, conçoit et explique un monde en mouvement qui se transforme indéniablement.

À la philosophie de l'être, Hegel oppose celle du devenir. Il rejoint Héraclite qui, cinq siècles avant notre ère, proclamait déjà: « Tout coule, on ne descend jamais deux fois le même fleuve. »

L'évolution s'explique, selon lui, par les réalités du présent (la thèse) qui contiennent en elles les éléments de leur décomposition, de leur contradiction (l'antithèse) et qui, par la lutte qui s'établit entre ces courants, donnent naissance à une modification de l'état du monde, résultat de la fusion (la synthèse) entre les principes contradictoires, nouveau mouvement « présent » du monde qui, à son tour, se transformera et engendrera les conditions de l'avenir. Le progrès est infini, mais il est déterminé par chaque situation présente qui élabore les conditions des situations qui leur correspondent dans le futur.

Une fois en possession de l'outil avec lequel il pouvait interpréter l'histoire et bâtir une sociologie, Hegel a tout subordonné à l'action de l'idée (d'une idée préexistante à tout et créatrice de tout) qui, selon lui, modifie seule la réalité du monde. Cette idée hégelienne rejoint directement la philosophie de l'être.

ment les vieilles entités idéalistes des religions positives; Hegel a mis sa dialectique au service du vieux fonds de crédulité admis comme intangible jusqu'alors.

Ce n'est qu'après la mort du philosophe allemand (en 1831) que, parmi les penseurs subissant son influence, quelques-uns qui formèrent la gauche hégelienne — dont Strauss, Stirner et surtout Feuerbach — se donnèrent pour tâche de débarrasser cette dialectique de tout aboutissement idéalist et religieux pour la faire évoluer rapidement vers le matérialisme, mais un matérialisme bien faible qui, tout en éliminant l'idée comme promoteur de toute évolution, ne réussissait qu'à diviser l'homme — un homme irréel, sans contact avec le monde où il évolue — et à verser dans un autre idéalisme aussi inopérant et entier dans son esprit que le précédent.

Il fallut attendre Marx et Engels pour voir se réaliser le renversement des valeurs conservées par Hegel, renversement qui aboutit à la primauté de la matière dans le déroulement historique des faits.

L'idéalisme paraissait chassé de l'explications du monde et avoir laissé la place à une saine interprétation des réalités des forces concourant à l'évolution générale.

Marx avait su prendre ce qu'il y avait de meilleur dans l'hégélinisme et en faire la loi générale à laquelle obéit tout mouvement de la matière et de l'esprit, l'accumulation ininterrompue des « processus ».

Le matérialisme historique qui en déboulait pouvait sembler incontestable y a un siècle, dans le raidissement de la première découverte et, surtout, sans le concours des éléments qui devaient naître ensuite et illustrer magistralement — aux dépens mêmes de son application — cette dialectique en montrant que le marxisme n'avait pu éviter de s'enfermer dans une vérité toute relative qui contenait en germe les éléments de sa destruction.

Le marxisme, par réaction contre l'idéalisme d'alors, dans la nécessité de se maintenir exagérément sur des valeurs qui prenaient le contre-pied de ce qu'il s'agissait d'abattre, n'a pu contourner l'écueil de l'absolutisme intransigeant, inhérent à tout mouvement de pensée, par essence, révolutionnaire.

Il s'est enfermé dans une explication du monde de l'histoire qui n'est valable qu'à la seule condition que certains systèmes économiques soient présents à la base. Le marxisme explique logiquement le processus du passé dans le seul cadre de l'économie capitaliste. Sorti de ce cadre, il se montre impuissant à disséquer les valeurs générales ou particulières de l'histoire.

Quant à ses prévisions sur l'avenir dépendant des conditions économiques qui engendrent et entretiennent le capitalisme, l'histoire lui a donné le plus flagrant démenti en déterminant la possibilité d'évolution du socialisme dans un pays — l'U.R.S.S. — qui ne remplissait aucune des conditions économiques prévues et favorables au développement de ce socialisme. — C'est peut-être là, d'ailleurs, l'une des causes essentielles de l'échec du socialisme en U.R.S.S. — Engels a écrit lui-même en 1890: « Marx et moi nous sommes responsables en partie du fait que certains jeunes et certaines gens mal informés attribuent au facteur économique une importance exagérée. »

C'est le marxisme tout entier qui a conféré au facteur économique une importance hors de proportion avec d'autres quantités qu'il a méconnues totalement et dont l'apparition et le jeu sur le théâtre de l'histoire a fait culbuter le bel édifice construit si logiquement, semblait-il. Nous entendons par là le facteur humain dans ce qu'il est capable d'interpréter à son

tour des réalités matérielles qui lui sont présentées par l'économie et dans la mesure du poids de sa valeur qu'il est susceptible d'engager dans un mouvement quelconque du monde.

Le marxisme a versé dans l'idéalisme à sens unique. Il a créé une mystique de l'économie, une subordination tellement totale, tellement dure de la présence de l'homme à l'emprise de la matière, jugée comme étant seul moteur de toute évolution, il a omis tellement de considérer certaines valeurs essentielles du mouvement qu'il ne doit plus maintenant son éclat factice à la véracité de ses concepts, mais à la richesse permanente de l'outil dont il s'est servi: — si maladroitement servi, comme Hegel lui-même et Feuerbach l'avaient fait auparavant aussi inconsidérément dans d'autres sens — cette dialectique si difficile d'emploi rai-

sonné.

Après une pensée qui nous donne l'interprétation la plus solide, la plus rigoureuse peut-être de l'évolution, de l'indestructibilité des éléments qui concourent à notre activité incessante, l'histoire aura vu se succéder une suite remarquable, depuis Hegel jusqu'à Marx, d'applications fausses, incomplètes, sans aucune mesure, d'une méthode dont le maniement eut pu conduire à une solution des problèmes du monde.

À miel des conceptions chancelantes du socialisme, auxquelles les intellectuels ne semblaient plus guère très attachés, une fascination particulière émane de cette dialectique, parce qu'elle répond à un besoin de ces mêmes intellectuels qui est de reconstruire l'histoire, la vie sous un angle neuf et aussi étendu que possible, qui les satisfasse dans toutes leurs demandes d'analyses et de spéculations intérieures.

Sans aucun équilibre on s'est emparé de la dialectique pour lui faire servir des entités aveugles, hypnotisé que l'on était sur le rôle qui semblait incontestable de telle valeur au détriment de telle autre.

Le poids décisif de l'indiscutabile logique de son déterminisme fut engagé beaucoup trop longtemps à des fins de réflexions irrationnelles, ou de passions idéologiques, ou même de surenchère intellectuelle.

En sachant doser au départ l'importance à donner à certaines réalités, celle du facteur humain, par exemple, si méconnue jusqu'ici, au milieu de toutes les autres, rétablies à leur juste place, en expériences des erreurs du passé, en harmonie étroite avec les fluctuations éventuelles de certains composants de l'évolution, les anarchistes pourront donner à la pensée humaine la stabilité, la certitude dans le mouvement d'une méthode conductrice de notre idéologie vers les solutions les plus larges, les plus valables, les plus vraies du monde de la vie.

A propos de JULES GUESDE

Les journaux socialistes et socialisants n'ont pas oublié de faire revivre le passé à l'occasion du centenaire de la naissance de Jules Guesde. Ils l'ont fait avec un luxe de détails louangeux et de boniments de comice agricole, alors que la silence eût été préférable à tous les points de vue. Pour le parti et pour Guesde lui-même. Présentée sous une forme de louange, cette autobiographie — cet appel au grand mort — est l'acte d'accusation le plus parfait qui soit. Guesde? C'est l'époque héroïque du socialisme, la lutte éclatante et tumultueuse entre le syndicalisme pur et le réformisme — déjà! — C'est la Charte d'Amiens: Pelloutier, d'une part, Guesde, Jaures et Vaillant, de l'autre. D'un côté, la pureté; de l'autre, le marchandage et le trafic politique, car c'est Guesde qui, dans ses discours et dans ses articles de journaux, introduisit le « déterminisme historique » dans le syndicalisme. C'est lui qui, par excès de pureté sans doute, attaqua au sein même du « Cri du Peuple » la bonne, l'extra-pure Séverine, dont le nom aujourd'hui nous semble bien oublié. Et pourtant... comme il fut bas, le tout petit Guesde, comme il fut... politicien en cette occasion.

Alors que le syndicalisme apolitique, donc essentiellement révolutionnaire, re

présente l'arme la plus efficace pour détruire le patronat, l'arme la plus efficace lorsque l'attaque de front ceux qui

sont les maîtres, les profiteurs, les affameurs, — et qui resteront les maîtres, les affameurs et les profiteurs tant que l'Etat et ses succédanés subsisteront, — Guesde déclare que les syndicats ne pouvaient jouer un rôle utile que subordonnés au parti politique ou, tout au moins, en contact organique avec celui-ci (il s'agitait en l'occurrence du parti socialiste). L'ancêtre des Gazier et autres Saillant, s'il voyait notre moderne C.G.T., ne manquerait certes pas d'exprimer sa complète satisfaction, car les masses, de nos jours, ne sont plus « subordonnées à un parti politique », mais à tous les partis politiques, depuis le parti communiste jusqu'au M.R.P., en passant par la S.F.I.O.

Cet opportunisme guesdiste triomphant nous donna le syndicalisme politique, tirailleur à droite et à gauche par des doctrines partisanes, abandonnant la masse au bon vouloir des bonzes fonctionnaires. Ceux-ci n'ont-ils pas carambolé les statuts confédéraux en appliquant à la lettre les conseils du père Guesde, en les poussant jusqu'à leur conséquence dernière en se faisant élire conseillers municipaux?

L'action destructrice de Guesde ne pouvait se cantonner à des conseils d'intrusion politique dans les syndicats. Pour faire triompher sa thèse, il lui fallait sauter l'action révolutionnaire. C'est ce qu'il fit. Par l'écrit et par la parole, et étrange socialiste s'attaqua à l'idée de la grève générale, déclarant celle-ci absurde et purement mythique. Il s'attira, à l'époque, une verte réplique du citoyen Briand (qui, depuis, hélas...) au Congrès général du parti socialiste français de 1899: « L'opposition passionnée faite par les hommes les plus éminents du parti ouvrier français à la conception de la grève générale est d'autant moins compréhensible que les marxistes ont toujours attribué à l'évolution économique une influence décisive sur la modification des meilleurs sociaux. Marx n'a-t-il pas surtout fondé l'espérance de la prochaine révolution sur la situation antagoniste qui résulte du caractère « privé » du mode d'appropriation opposé au caractère « social » du mode de production? Imbu de ces principes, comment des hommes comme Guesde et Lafargue ont-ils pu juger utopique et décevante l'idée d'une grève générale, dont la conséquence serait la main-mise sur les instruments de production?... »

Attendre, attendre. Avoir confiance en les « élus du peuple ». « Faire la paix... » « Savoir terminer une grève... » Grignoter quelques parcelles du gâteau, alors que le gâteau est à la portée de tous... Réclamer « dans l'ordre et dans la dignité... » Beau résultat, ne trouvez-vous pas, camarades socialistes disciples de Guesde? Beau résultat se traduisant par un syndicalisme étatique, domestique, discipliné, politique, un syndicat oscillant entre le oui-non et le oui-oui, pour finalement sombrer dans le ridicule. Bel anniversaire, camarades, que celui de Guesde! Pour les socialistes et pour les syndiqués!

Nous, qui nous référons à des hommes purs comme Pelloutier et Griffuelz, des hommes qui ne surent pas ce qu'était la calomnie, nous ne pouvons nous étonner du chemin parcouru depuis par la S.F.I.O. Attentive aux conseils de ses nombreux Guesde, elle ne pouvait qu'aboutir au conformisme de 1945. Elle résolut ce qu'ils ont semé, une pamoison de vieille douairière entre les bras d'un séminant général. N'en déplaît à « Libertés », entre ces faux révolutionnaires et nous, il y a l'espace... d'une révolution.

AUX CAMARADES VENDEURS DU « LIBERTAIRE »

Nous informons nos camarades désireux de vendre le « Libertaire » à la criée que, pour s'éviter toute complication administrative et pour pouvoir vendre en toute régularité notre organe sur la voie publique, ils doivent préalablement se munir d'un permis de colporteur.

Pour obtenir ce permis, il suffit de se présenter soit à la Préfecture, soit à la Mairie, soit au Commissariat de police (selon le cas), muni de toutes pièces d'identité et d'un certificat de domicile.

Le permis de colporteur est délivré sur le champ et à titre gratuit.

En écoutant la Radio

En écoutant la radio, l'impression est très nette: elle est devenue le refuge de nullités qui en ont fait leur gagne-pain et nous imposent des programmes d'une pauvreté de plus en plus prononcée depuis quelques semaines.

« France-Soir », qui a fait une intéressante enquête sur celle-ci, intitule ainsi un de ses articles: « Notre radio est la plus mauvaise du monde. » C'est sans doute vrai. Mais il faut ajouter que lorsque l'auditeur, pour se reposer l'ouïe des idioties de la radio française, tente d'écouter un poste étranger, il constate que là aussi la qualité a baissé par rapport à ce qu'elle était avant la guerre. Aussi peu réjouissant que cela soit, il faut donc admettre que la guerre a abaissé le niveau culturel et avilii les goûts.

Aux postes français (puisque ce sont ceux-ci que nous écoutons le plus) on avait pu enregistrer un mieux depuis quelques mois. Or, aujourd'hui, ils retombent dans la pire des médiocrités. (Seule, l'émission donnée le matin, à 9 heures, qui est éducative par excellence, a maintenu son niveau.)

La « Musique de l'Air », qui prétend aux grands effets symphoniques, pour lesquels elle n'est pas de taille, continue à sévir au micro. Elle parviendra certainement à dégoûter des grandes œuvres musicales les auditeurs qui voudraient, par la radio, apprendre à les connaître. On se demande comment il se fait qu'à présent tant de démonstrations d'incapacité cet orchestre (?) puisse encore jouer d'une aussi large audience. Ne sera-t-ce point son appartenance au Ministère de l'Air? A croire que M. Charles Thillot n'avait pas plus de chance en musique qu'avec le « Lionel-de-Marmier », l'hydravion géant qui perd ses hélices avant d'arriver au bout de sa course! (Le Ministère de l'Armement lui réussira peut-être mieux...)

Pendant trop longtemps nous avons eu chaque jour le très tricolore Ded Rizel (« J'y crois, moi, j'y crois ») qui nous inondait de réparties insipides. Aujourd'hui il est remplacé par M. Saint-Grainer qui, déjà avant 1940, avait au micro une place en disproportion avec l'intérêt de ses élucubrations. C'est là un des nombreux désastres qui appauvrisent les

émissions. Chaque jour, ce rabâcheur de lieux communs nous gratifie de jeux de mots ou autres « tours d'esprit » dont nous passerions volontiers.

Heureusement, n'est-ce pas? la retransmission de la messe dominicale n'est jamais différée. On ne voudrait pas priver l'auditeur d'un divertissement si hautement spirituel...

Enregistrons néanmoins avec satisfaction que l'on rejoue Wagner, qui avait été proscrit des ondes françaises en raison de la préférence marquée qu'avait Hitler pour ses œuvres.

Quels que soient d'ailleurs les reproches que l'on puisse faire à la radiodiffusion française, ce n'est pas dans le domaine de la musique symphonique que la volonté de faire bien existe le moins. C'est dans son ensemble que la radio est médiocre. Incontestablement elle traverse une crise grave. Certes, nous ne comptons pas sur elle pour élever les esprits et les pousser à la révolte. Mais il arrive que pour mieux manœuvrer un adversaire on tente de le charmer. C'est ce que la radio, au service de la bourgeoisie, n'est même pas capable de faire avec un prolétariat à l'asservissement duquel elle a pour mission de contribuer.



LE SYNDICALISME



La NATIONALISATION du CRÉDIT et l'ÉTATISATION de l'ÉCONOMIE

Le nouveau ministère vient de décider la mise en application immédiate de l'une de ces mesures dites « réformes de structure » qui vont avoir pour conséquence la liquidation de l'économie privée et la soumission de toutes les forces productives du pays à la bureaucratie omnipotente de l'Etat.

Il importe avant tout de se demander quelles vont être les répercussions économiques et politiques de cette réforme ou, pour être plus précis, son incidence sur l'économie intérieure et ses conséquences quant à la politique extérieure de la France. Prisonniers de leur démagogie politique, les « trois grands » n'ont probablement pas mesuré la portée du bouleversement dans lequel ils engagent le pays, et nous savons qu'au surplus l'un desdits « trois » se moque éperdument de ce qui pourra advenir. Pendant des mois, exploitant le désir des masses ouvrières de sortir d'une situation économique catastrophique, dont elles font à peu près tous les frais, ils les ont bercées d'illusions faciles et de promesses mirobolantes, et un document hâtivement bâclé, dangereusement imprécis et dépourvu de valeur scientifique — c'est du programme du Conseil National de la Résistance que nous voulons parler — a été vanté sur tous les tons comme l'universelle panacée appelée à guérir tous les maux de la nation.

Les politiciens, aujourd'hui, sont au pied du mur. Tribuns de coin de rue, bavards de congrès, combinards de comités et autres intrigants de petite science sont désormais tenus de définir et donner enfin une forme concrète à des formules qui étaient restées jusqu'alors voilées dans le vaste brouillard de l'éloquence démocratique.

Nous n'attendions pas des deux partis marxistes qu'ils produisissent un projet de réforme du crédit qui eût quelque rapport, même lointain, avec l'intérêt vérifiable de la classe ouvrière, voire même avec l'intérêt « général » bien compris : nous savons trop l'ignorance foncière des disciples du fondateur du prétendu « socialisme scientifique » à l'égard des vrais problèmes économiques. Incapables de mettre sur pied un système viable parce qu'ignorants des principes, ils s'en remettent par avance à la bureaucratie de l'Etat : c'est elle qui sera chargée de gérer les grands établissements de crédit nationalisés. Le gouvernement, en effet, ne semble pas vouloir s'engager dans la voie suivie par Blum en 1937 lorsqu'il nationalisa les chemins de fer. Dans ce dernier cas, les actionnaires conservaient

49 0/0 des actions, ce qui donnait à l'Etat — c'est-à-dire pratiquement à la bureaucratie — la majorité avec 51 0/0, les anciens propriétaires étant réduits au rôle, après tout assez avantageux, d'une vermine parasitaire proliférant sans souci sur le corps de la nation (la bourgeoisie, ainsi, ne serait même plus capable de justifier son pouvoir par ce qu'elle appelle orgueilleusement son « esprit d'entreprise » ; elle n'a plus de goût que pour la jouissance oisive). Dans le projet qui semble devoir l'emporter, les actionnaires des banques seront entièrement éliminés et leur propriété transformée en rente viagère. C'est ce qu'on appelle la nationalisation sans « spoliation ».

Qu'est-ce à dire ? Et où sont les spoliés ? Nous croyions pourtant que notre société capitaliste était toujours fondée sur la fiction de la productivité du capital et sur la transmission héréditaire des biens. Alors, de deux choses l'une : ou le capital, comme le travail, est productif par lui-même ; son produit s'appelle « intérêt » ; et tant que le capital demeure dans le circuit économique, l'intérêt doit légitimement faire retour au propriétaire. Si on transforme son capital en viager, on exproprie sa descendance, et ceci, n'en déplaise à nos idéologues hypocrites et révolutionnaires en peau de loup, s'appelle une spoliation.

Si la productivité du capital est réputée comme principe économique ; dans ce cas, c'est l'actionnaire qui est le spolié, et loin de lui devoir une rente viagère, la nation est fondée, bien au contraire, à lui demander des comptes. Mais alors c'est la gratuité du crédit hauteur reconnue, c'est la révolution sociale, c'est l'anarchie !

Les possédants ne s'y trompent pas et leur volonté de résister apparaît clairement à travers la presse économique et financière. Ainsi, dans un article de la « Tribune Economique » du 23 novembre, l'auteur exprime ses craintes de voir la nationalisation des grandes banques provoquer des retraits de fonds de ces établissements au bénéfice des banques non nationalisées, ce qui amènerait, un jour ou l'autre, l'Etat à nationaliser tout le crédit. On peut, à l'appui de ces craintes, noter que la Banque de France, déjà semi-nationalisée, a vu son activité proprement bancaire (son portefeuille) se rétrécir continuellement au profit des banques privées.

Comment, en effet, l'Etat, toujours en faillite frauduleuse et toujours implorant crédit, pourrait-il donner crédit ? Il faut l'incroyable dose d'ignorance de nos po-

liticiens pour y croire. La réalité économique se chargera de les détrouper. Les capitaux truqués par l'étatisme chercheront refuge dans les banques étrangères. Nos nationalisateurs frénétiques se seront eux-mêmes enfermés dans l'alternative tragique : ou porter la main sur la banque anglo-saxonne, et ce sera le conflit ; ou, comme les travailleurs nationalisateurs anglais, ils se dégonfleront devant la finance américaine, et ce sera la colonisation de la France par le capital yankee. Dans les limites du régime capitaliste, il n'y a pas de milieu. La France bourgeoise est condamnée parce que son économie ne peut plus fonctionner normalement. Quant au peuple lui-même, seule la Révolution Sociale peut le sauver.

AU MONDE international !

(Suite de la 1^{re} page)

hommes que Franco fait assassiner en toute impunité, sont-ils moins dignes de la protection des nations dites CIVILISEES que les hommes dont Hitler s'est servi pour mettre à sac les pays européens ?

Il faut, de l'Amérique latine à l'Amérique du Nord, en passant par l'Europe, de tous ceux qui sentent l'importance incalculable de ce qui se décide en Espagne, une intervention diplomatique de tous les instants.

Il faut multiplier les meetings de protestation, il faut que les intellectuels du monde qui se sont dressés d'indignation devant les horreurs de Buchenwald, Mauthausen, Auschwitz, Dachau, se dressent avec la même force devant le spectacle de ce qui s'accomplit sous une autre latitudine par d'autres bourreaux animés par le même sadisme.

Une protestation universelle contre les crimes de Thiers en 1870 sauva des vies précieuses, dont celle, entre autres, d'Elisée Reclus.

Est-ce qu'aujourd'hui nous pouvons nous déclarer satisfaits de cette fin de guerre qui maintient journalement présenté un défi à la cause pour laquelle elle a été gagnée ?

Pouvons-nous rester indifférents devant de tels actes ?

Pour la civilisation bafouée, pour le droit, la justice, pour ceux qui combattent pour un avenir idéal de tous les hommes, tous, debout !

Vive la Confédération Nationale du Travail !

Vive le Mouvement libertaire espagnol !

A bas Franco !

A bas la Phalange !

Pour le Comité National du Mouvement Libertaire Espagnol en France : Germinal ESGLEAS, Juan PUIG-ELIAS, Miguel CHUECA, Frederica MONTSENY, Paulino MALSAND.

❖ * ❖

LA POSITION DE LA CNT-FAI

Devant certaines déclarations qui ont été faites sur son éventuelle participation à un gouvernement quelconque, le M.L.E. tient à préciser qu'en aucun cas il ne saurait envisager sa présence dans un gouvernement, quel qu'il soit et quelles que soient les circonstances.

Souscription pour nos frères espagnols

Nos camarades espagnols de la C.N.T. F.A.I. en exil depuis 1939 vivent souvent dans des conditions matérielles déplorables, l'Administration française oubliant qu'ils sont les victimes de la première phase de la lutte contre le fascisme.

Ceux des antifascistes de la première heure qui sont restés en Espagne et préparent clandestinement sa libération du joug franquiste vivent dans des conditions non moins difficiles. C'est pourquoi nous demandons aux ennemis de tous les fascismes à les aider et de se joindre à nous en prenant part à notre SOUSCRIPTION NATIONALE pour l'Espagne antifasciste et libertaire.

Adresser tous les fonds à Louis Laurent, C.C.P. 389-76, Paris, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

A PROPOS DU « LIEN »

Le n° 5 du « Lien » paraîtra courant décembre et contiendra, outre la vie de l'organisation et des controverses doctrinaires, un compte rendu du Congrès des 6 et 7 octobre et de son achèvement dans la Conférence Nationale du 2 décembre.

L'« Organisation » du Travail

Il nous tombe sous la main une circulaire toute récente émanant de la direction d'une importante administration, indiquant les conditions particulières d'application de la prime au rendement. Nous y relevons le paragraphe suivant :

Mise en route du matin ... 10 minutes

Récréation de 10 h.

Récréation de 15 h. 30

Suivent deux pages fixant la « tâche » individuelle d'un employé et établissant les barèmes des primes, de la production et les « sanctions » des erreurs commises. C'est ce qu'on appelle l'« organisation scientifique du travail », c'est-à-dire la recherche du rendement élevé des moyens de production. Nous n'y voyons qu'un instrument perfectionné de l'exploitation patronale ; le patron usant de son autorité pour octroyer dix minutes de récréation à l'ouvrier salarié, au mépris de toute justice sociale, de la peine et de la dignité des hommes. Le travailleur ravalé au rang de machine, soumis au rendement dans une cadence inhumaine, entraînant des bonifications dérisoires en compensation d'une activité accrue, ou la suppression de la prime lorsque le travailleur fait la preuve qu'il peut maintenir la cadence proposée.

Taylorisme, stakhanovisme, obtenir un meilleur rendement de la main-d'œuvre par la suppression des gestes inutiles et des temps morts, c'est-à-dire un surcroit de fatigue pour le travailleur, sans bénéfice pour celui-ci. Si la bête rend, c'est le patron qui encaisse. Dans notre société capitaliste où l'ouvrier est l'esclave du maître, aucun geste supplémentaire ne profite au travailleur.

Seule, la gestion des usines par les ouvriers, résultat de la grève générale révolutionnaire et expropriatrice, la gestion des terres par les travailleurs agricoles peut amener la libération totale de la condition humaine la plus ignoble : le salariat, la disparition d'une société où le seul bénéfice de quelques-uns se crée sur le travail de tous, où l'exploitation de l'homme par l'homme est érigée en système.

Produire devient un pur sophisme dans l'état actuel des choses. Produire ? Pour le métallurgiste qui travaille dans les ateliers, les manufactures d'armes, les fonderies de canons ? Produire ! Pour les gardiens de prison, les douaniers, les gratte-papier des administrations officielles ? Produire ! Pour le perceuteur, le contrôleur des contributions ? Produire ! Pour les employés de la S.N.C.F., occupés au transport des soldats vers la boucherie ? Produire ! Pour le maçon qui construit des prisons, des casernes, des églises ? Produire ! Pour les confectionneuses d'uniformes ? A tous on dit : « Produire ! Rendement ! » Nous répondons : Non, notre dignité d'homme veut la liberté entière dans le travail utile, sain et librement choisi pour l'épanouissement de nos facultés et d'une société unie de tous les hommes.

Nous disons : non, parce que nous poursuivons avec une rigueur inlassable notre but visant à l'acte primordial d'émancipation intégrale : la révolution sociale pour la Commune Libertaire.

COMMUNIQUÉS

REGION DE MARSEILLE

Fédération locale de Marseille

Réunion : tous les vendredis, à 20 h. 30, 12, rue Pavillon (2^e étage).

Permanence : lundi et samedi, de 18 h. 30 à 19 h. 30.

Invitation est faite à tous les militants et sympathisants.

REGION DE TOULOUSE

Le groupe de Toulouse se réunit tous les samedis, à 21 heures, Brasserie des Sports, boulevard de Strasbourg, premier étage.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

REGION DE TOULOUSE

RÉUNION PUBLIQUE et contradictoire

MARDI 11 DECEMBRE

à 21 heures

Ancienne Faculté des Lettres

rue de Rémusat

sur

« Jeunesse 1945 »

Conditions d'Abonnement

12 Numéros 45 frs

24 90 »

Adresser toute demande à Louis HAAS, 145, Quai de Valmy, 145 — Paris (10^e).

C.C.P. 3585-80. Paris.

Imprimerie Spéciale
du « LIBERTAIRE »,
exécuté par un groupe
d'ouvriers syndiqués.

“ PLUS LOIN ” va reparaître...

Cette Revue, qui sera, dans les domaines artistique, littéraire, scientifique, social, économique et philosophique, l'interprète de la pensée anarchiste, reparaîtra lorsque le montant des souscriptions et le nombre des abonnements l'auront permis, ce qui, nous en sommes sûrs, ne saurait tarder.

Conditions d'abonnement : 6 numéros, 110 fr. ; 12 numéros, 220 fr.

Camarades, souscrivez pour la Revue qui portera dans le monde intellectuel l'expression de notre idéal.

Adresser tout versement à Louis Laurent, 145, quai de Valmy, Paris (10^e). C. C. P. 589-76, Paris.

Bien spécifier si les sommes sont destinées à la souscription ou à l'abonnement.